

LE JOURNAL DES ÉLU·E·S COMMUNISTES DE LILLE



édito

Hausse du coût de l'énergie : l'État doit agir pour la population et les collectivités

Aujourd'hui l'inflation alliée à la crise de l'énergie portent de nouveaux coups aux budgets de la population et des collectivités. Les hausses estimées des coûts de l'énergie seraient de 50% à 200% selon les fournisseurs.

La libéralisation et la privatisation du secteur de l'énergie à l'échelle européenne a rendu possible la spéculation financière sur ces biens essentiels, expliquant en grande partie les hausses de prix que nous subissons. L'État doit prendre les mesures les plus fortes pour endiguer cette augmentation exponentielle du coût de l'énergie.

Le gaz et l'électricité doivent être reconnus comme biens de première nécessité et sortis des marchés financiers, les coupures doivent être interdites, et les prix doivent être bloqués.

Plus largement, il faut que l'État rétablisse un véritable service public de l'énergie permettant d'assurer une production stable et abordable pour que chacun puisse y avoir accès !

Sylviane Delacroix
Valentin Martin
Karine Trottein
Eddie Jacquemart

Pour l'Humain & la Planète d'Abord à Lille ! ☆



Intervention lors du conseil municipal du 29 septembre 2022

« Parce que nous considérons comme le disait Mandela que « l'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde », nous avons été particulièrement attentifs et impliqués, tout comme nos élus au sein des conseils communaux, dans l'élaboration de ce PEG qui fixe le cap en matière d'éducation au sens large pour Lille Homme Hellemmes [...] Réduire les inégalités, permettre l'émancipation de chaque enfant, favoriser le vivre-ensemble et faire avancer notre ville, à travers ses plus jeunes générations, vers une société plus juste, plus solidaire, plus inclusive, qui s'engage pour protéger notre planète et qui ne laisse personne sur le côté, c'est ce nous souhaitons comme politique éducative et c'est le sens de notre feuille de route pour les 4 prochaines années »



Valentin Martin

Adjoint au développement
du sport scolaire et périscolaire



Le Projet Educatif Global, qu'est-ce que c'est ?

Les villes sont des acteurs essentiels de l'éducation. Par ce qu'elles ont en charge la construction et l'entretien des écoles, la restauration scolaire, les activités péri et extra scolaires, elles interviennent sur tous les temps de l'enfant. Cela est particulièrement vrai à Lille, où l'éducation représente le premier budget de la commune.

Le Projet Educatif Global est le document cadre, la feuille de route qui fixe les orientations politiques de la commune en matière d'éducation pour les prochaines années.

Quelles ambitions à Lille en matière d'éducation ?

À travers ce nouveau PEG voté lors du dernier conseil municipal, nous nous sommes donné 3 grandes ambitions :

- Accompagner les réussites et l'épanouissement de tous les enfants
- Agir sur le bien-être des enfants, dans une ville durable et plus solidaire
- Développer le pouvoir d'agir dans une « Ville à hauteur d'enfant »

Et concrètement, quelles actions sont mises en place ?

Les actions de ce nouveau PEG sont nombreuses, voici quelques exemples : gratuité des fournitures scolaires, augmentation le nombre de places en crèche (+ 150 durant le mandat), développement des plans thématiques proposés aux enfants (culture, sport, sciences...), végétalisation et débitumisation des cours d'écoles, lutte contre toutes les formes de discrimination, participation des enfants à la gestion des lieux qu'ils fréquentent...

Prise de position :

Non à l'extension du stationnement payant !

Nous ne considérons pas que développer le stationnement payant sur 80% du territoire communal soit une solution acceptable contre l'engorgement des voiries et les émissions polluantes.

Les quartiers de Fives et de Wazemmes qui sont particulièrement concernés par cette extension sont des quartiers où la population vivant en dessous du seuil de pauvreté représente plus d'un quart de la population.

Dans le contexte que nous connaissons où l'inflation, l'augmentation spéculative des fluides, l'augmentation du coût de la vie se cumulent et rendent les populations vulnérables encore plus

fragiles, il nous semble que 120€ ou 180€ de plus par an à acquitter seront 120€ ou 180 € de trop.

Les Lillois et les Lilloises disposant d'une voiture sont de moins en moins nombreux. Certains n'ont pas d'autres alternatives pour assurer leurs déplacements.

C'est pourquoi, nous avons voté et voterons contre les délibérations qui actent cette décision. Nous préconisons le stationnement gratuit pour les riverains et l'amélioration des services de transports en commun.



Sylviane De

Adjointe à l'inclusion des personnes
de handicap – ac



Perspectives sur : La restauration scolaire à Lille

Depuis l'ouverture de la cuisine centrale en 2016, la restauration scolaire et les menus, élaborés chaque jour par des chefs pour les enfants, n'ont cessé d'être améliorés. Le travail a été

engagé dans l'harmonisation de la prestation et le renforcement de la qualité des repas.

Essentielle au bien-être et au bon développement, cette exigence est développée via trois axes, **la qualité sanitaire, la qualité organoleptique (augmentation des produits frais dans les marmites) et enfin la qualité nutritionnelle.**

En parallèle, il est impératif d'engager nos jeunes élèves dans cette démarche, par l'éveil au goût, l'éducation au bon et au bien manger.

Pour cela, chaque semaine, en lien avec la diététicienne de la restauration scolaire, des enfants élaborent un menu qu'ils souhaitent déguster et faire découvrir à leurs camarades.

Pour cela, également, nous proposons, chaque année, la semaine des solidarités internationales qui met en valeur les mets d'autres pays, **cette année, du 14 au 18 novembre, à la cantine, nous parlerons de l'Ukraine, de l'Algérie et du Maroc, mais aussi de la Palestine, du Sénégal.**

Pour cela, enfin, et avec le concours d'un grand chef Lillois, nous organiserons, cet automne et au printemps, deux journées plébiscitant la

gastronomie tournée vers le bio, le local et le zéro déchet.

Toutes ces ambitions sont portées avec l'objectif de proposer dès 2026, des menus composés de 100% de produits bio et de produits locaux, car la jeune génération mérite bien ça !

La difficulté pourtant est réelle, au regard de la situation géopolitique internationale, les producteurs, les fournisseurs et les opérateurs de la restauration collective doivent faire face à une véritable flambée des prix des matières premières, des matériaux, des emballages, des transports et des énergies.

A l'exemple des endiviers, qui faute de pouvoir absorber le coût de la hausse énergétique pour conserver leur production dans des pièces frigorifiées, l'a réduite. L'endive, le produit local par excellence puisque 95% de la production est issue de notre région.

Alors et afin d'assurer la continuité de service et de l'exécution des marchés publics, nous nous adaptons en permanence, par le biais d'avenants à de nombreux marchés alimentaires et **tout en maintenant la tarification social pour le prix à la cantine, à moins de 1€ par mois pour un enfant sur deux.**

Karine Trottein

Conseillère municipale déléguée à l'alimentation et à la restauration collective



Plan de mobilité métropolitain : peut mieux faire !

Nous partageons le souhait exprimé par le projet de plan de mobilité métropolitain, de plus de fluidité, d'accessibilité et de lutte contre les pollutions.

C'est d'ailleurs le sens de **notre engagement permanent et jamais démenti en faveur des transports en commun et de leur gratuité pour tous.**

C'est aussi le sens de notre défense d'un service public de transport ferroviaire de qualité car de nombreux salariés doivent, chaque jour, tenir compte aussi de la qualité du service pour opter en faveur d'un mode de transport individuel ou collectif pour ses déplacements.

Par contre, développer le stationnement payant des riverains n'est pas une bonne

mesure car elle ne prend pas en compte la vie réelle des habitants. Beaucoup n'acceptent la charge d'un véhicule qui grève leur budget que contraints par des obligations professionnelles, familiales ou l'insuffisance de rotation de certaines lignes de bus pour assurer les correspondances quand elles existent.

Autre sujet d'inquiétude pour les automobilistes, la volonté de la MEL d'étendre aux 95 communes les Zones à Faible Emission : le risque discrimination sociale n'est pas neutre. Si les aides envisagées sont de prêts à taux zéro même abondés pour l'acquisition d'un nouveau véhicule, qu'en sera-t-il de ces familles qui ne peuvent régler leur facture de gaz ou d'électricité et ne peuvent envisager le moindre prêt ?

Deux sujets nous semblent mériter plus d'attention que celle qui leur est accordée : la place des véhicules lourds : le transport de marchandises par mode routier générant, à lui seul, un tiers des Gaz à Effet de Serre liés au transport dans la métropole.

L'extension annoncée de l'Aéroport de Lesquin: est-il possible de lutter au niveau métropolitain contre les pollutions quand les élu-e-s de cette instance sont interdits d'en débattre et donc de s'y opposer par un vote comme si les émissions polluantes s'arrêtaient au regard des compétences des collectivités.

Macroix
personnes en situation
d'accessibilité.



A Lille, l'éducation populaire c'est à tous les étages !

Depuis le début de ce mandat, une nouvelle délégation a vu le jour ! Elle comprend notamment l'éducation populaire. J'ai l'honneur de mener à bien cette délégation.

L'éducation populaire s'inscrit depuis de nombreuses années dans l'action de la municipalité, la création de cette délégation est donc la suite logique du processus de développement de la solidarité et de l'émancipation pour toutes et tous dans notre ville.

À Lille, l'éducation populaire vit au quotidien dans les projets éducatifs, culturels, sportifs et de loisirs, ainsi qu'à travers les dispositifs qui associent et mobilisent les habitants, grâce aussi à la forte implication des associations.

Cependant, la disparition progressive de politiques publiques ambitieuses au niveau national fragilise cependant cet élan. En effet, la baisse constante des dotations, la non compensation de l'augmentation du coût de fonctionnement des collectivités avec les crises que nous traversons, mettent à mal les finances des collectivités et notre accompagnement des associations. **Associations**

qui sont pourtant un ciment indispensable pour la solidarité et l'inclusion de toutes et tous et qui compensent par bien des aspects les manquements de l'État.

Cependant, nous choisissons à Lille de continuer le développement du réseau des acteurs et actrices de l'éducation populaire, de soutenir des projets, de mener des discussions constantes sur ces questions.

Ainsi, cemois dedécembre, et pour la seconde année consécutive, la Ville organise avec les associations une grande conférence sur l'éducation populaire, sur le thème de la participation démocratique, sous tous ses prismes. Ces temps d'échanges servent à alimenter le débat, à nourrir les réflexions.

Nous voulons que notre ville soit un pilier de l'éducation populaire, nous nous donnons les moyens pour !



Eddie Jacquemart

Conseiller municipal à
l'éducation populaire et à
l'accès aux vacances et loisirs

Sur le terrain :

Manifestation pour la hausse des salaires à Lille



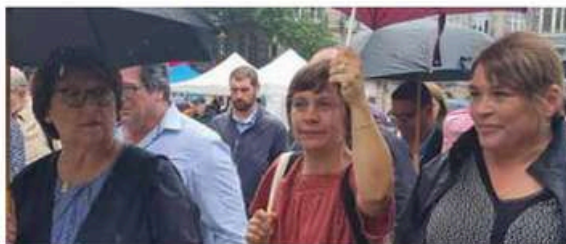
Avec les associations pour la déconjugalisation de l'AAH



Rencontre avec les associations de l'Education Populaire



À la Braderie de Lille



Contactez-nous

f Les élu·e·s communistes de Lille

🐦 @Elu_e_sPCFLille

slozachmeur@mairie-lille.fr

07 68 48 10 28

